

Questions orales

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, cette réponse est tout aussi insolite que l'était la prévision.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le ministre pourrait-il nous dire si lui et ses fonctionnaires essayaient de faire des prédictions exactes ou s'ils prédisaient simplement un budget équilibré pour l'année financière en cours afin de créer un climat d'incertitude en prévision de son exposé budgétaire?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit, la prévision s'appuyait sur ce que nous escomptions que le Parlement pourrait réussir à accomplir. Les choses ne se sont pas passées ainsi, et certaines mesures législatives dont dépendaient ces prévisions n'ont pas été adoptées. L'économie accuse une croissance qui a stimulé les ventes, et augmenté le chiffre des taxes à l'importation tandis que l'emploi a augmenté à un niveau même plus élevé encore que celui que nous prédisions de sorte que les recettes ont connu une hausse plus forte que prévue.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il si l'erreur grossière de calcul que le gouvernement a commise à l'égard des comptes et des finances est reliée de quelque façon au changement radical opéré dans les plans et les priorités du gouvernement, dont fait état le document du cabinet que le premier ministre a refusé de déposer l'autre jour? De plus, le ministre voudrait-il expliquer ou justifier ce changement d'orientation, car opérer un changement de ce genre dans la vie civile équivaldrait presque à obtenir quelque chose par des moyens frauduleux.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas que le premier ministre ait commenté ce prétendu document.

* * *

L'INDUSTRIE**LA RÉUNION DES MINISTRES ET DES REPRÉSENTANTS DE MAISONS D'AFFAIRES**

M. Max Saltzman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vu les rapports selon lesquels plusieurs ministres du cabinet ont reconstruit vendredi dernier les représentants de 13 maisons d'affaires et que tous se sont accordés sur l'importante question de notre développement économique, le ministre, qui assistait à cette réunion, aurait-il l'obligeance de nous dire sur quoi on s'est entendu et si cet accord veut dire que le Trésor fédéral et surtout son ministère continueront de faire des dons par millions de dollars à l'entreprise privée en montants aussi généreux, et distribués au petit bonheur?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la réunion de vendredi dernier avait pour but de permettre aux industriels de faire connaître leur point de vue sur la question d'une stratégie industrielle au Canada. Un précis de plus de 200 pages a servi de document de travail. Alors que diverses

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

associations industrielles ont fait valoir leur conception d'une politique de stratégie industrielle au Canada, mes collègues et moi avons fait valoir la nôtre. L'expression «rencontre de cerveaux» traduit bien, à mon avis, le point de vue des hommes d'affaires présents et notre attitude pour ce qui est de l'élaboration d'une stratégie industrielle. En d'autres termes, les objectifs et les stratégies en vue du progrès du Canada se situent à peu près sur la même longueur d'ondes.

LA RÉUNION DES MINISTRES ET DES REPRÉSENTANTS DE MAISONS D'AFFAIRES—LES SUBVENTIONS À LA BELL CANADA ET LE TARIF TÉLÉPHONIQUE

M. Max Saltzman (Waterloo-Cambridge): Une question supplémentaire. Étant donné que MM. Wolff et Marquez, directeurs généraux de succursales de Bell Canada, étaient les porte-parole du monde des affaires, le ministre voudrait-il faire savoir à la Chambre si, lors de cette réunion, il a été question de subventions fédérales en sus de quelque 40 millions de dollars déjà consentis à la compagnie de téléphone Bell et à ses succursales, et s'il y a également eu «rencontre de cervaux» au sujet des tarifs de cette compagnie de téléphone? En outre, le ministre nous dirait-il si l'on refusera toute hausse de tarifs à Bell Canada?

• (1420)

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas étudié la question des subventions et des tarifs, mais plutôt les objectifs à long terme du Canada. Une liste en avait été établie aux fins de la discussion, et je crois que l'on s'est vraiment entendu sur ce que devraient être les objectifs à long terme d'une stratégie industrielle pour le Canada et sur le rôle que l'industrie pourrait jouer en vue de leur réalisation.

M. Saltzman: Vu ses réponses creuses, le ministre aurait-il l'obligeance de mettre son discours à la disposition de la Chambre pour nous permettre d'interpréter ce qu'il a dit à cette réunion?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir de remettre au député le texte de mes notes un autre jour.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La présidence donne la parole au député d'Oshawa-Whitby pour poser une question supplémentaire, et ensuite au député de Saint-Jean-Est.

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ET LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE—LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je désirerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme l'industrie automobile constitue un secteur important de notre stratégie industrielle, le ministre est-il maintenant en mesure de dire quand le gouvernement annoncera des changements à sa politique de l'automobile. Et, à ce propos, puis-je demander s'il est en mesure d'annoncer quand les entretiens commerciaux à ce sujet vont reprendre entre le Canada et les États-Unis?